

GLOBAL DEVELOPMENT AND ENVIRONMENT INSTITUTE

DOCUMENT DE TRAVAIL NO. 14-01

Le Travail et les Prix dans L'Economie Nouvelle

Neva Goodwin

Avril 2014

Traduit de l'Anglais par Didier Wayoro et Anne-Marie Codur

Tufts University
Medford MA 02155, USA
<http://ase.tufts.edu/gdae>

Résumé:

Cet article soulève l'urgence qu'il y a à comprendre comment une économie stagnante voire une économie qui se contracte puisse malgré tout être en mesure de promouvoir le bien-être de l'humanité tout en restaurant la santé de l'habitat naturel. La théorie économique du 20^e siècle n'est pas capable de conceptualiser ce problème, d'autant plus qu'elle considère la croissance comme essentielle à la création d'emplois, indispensable pour générer les revenus nécessaires à assurer le bien-être.

Dénouer cette chaîne de relations demandera des changements radicaux dans la théorie économique. La théorie doit se focaliser en premier lieu sur l'objectif ultime d'amélioration du bien-être présent et futur des humains, avant même de considérer les objectifs intermédiaires de croissance, de richesse financière, ou de maximisation de la consommation. Tout aussi crucial, et difficile, est d'amener la théorie économique à tenir compte des valeurs humanistes, et à identifier les domaines où elles prennent le dessus sur les valeurs marchandes ou les prix.

Cette conceptualisation doit être faite dans un contexte où il existe de nombreuses raisons de douter de notre capacité à prédire le futur. Cela est dû au fait que les forces contradictoires du progrès technologique, d'une part, et les impacts cumulatifs de l'activité humaine sur l'habitat naturel, d'autre part, nous présentent des possibilités radicalement divergentes pour l'avenir, en particulier en ce qui concerne le futur de l'emploi.

Un scénario possible est celui dans lequel les progrès technologiques rendent certains emplois de plus en plus obsolètes : l'économie continue à produire un niveau élevé de biens et services, mais de moins en moins de personnes sont nécessaires pour maintenir ce processus. Le « chômage technologique » qui en résulterait pourrait occasionner une pauvreté massive – à moins que les sociétés trouvent des moyens de partager la richesse créée.¹

L'autre possibilité à considérer dans l'avenir est celle dans laquelle, alors que l'économie conserve (selon une loi normale d'amortissement) le réservoir de biens d'équipement (comprenant technologies et autres connaissances, ainsi que systèmes d'information et de transport) qui ont été amassés au cours des derniers siècles, le système rencontre de fortes contraintes dues à l'épuisement et /ou à la dégradation des intrants en ressources naturelles, en énergie, en eau, en biomasse, en minéraux et autres matériaux. Dans ce cas de figure, la valeur relative des intrants physiques (y compris l'énergie) est susceptible d'augmenter par rapport à la valeur du travail humain – une tendance qui serait contraire à ce qui s'est produit assez régulièrement depuis le début de la révolution industrielle. Une conséquence probable de cette inversion serait une réduction générale des revenus du travail, ainsi qu'une réduction globale de l'activité économique mesurée par le PIB.

¹ Une telle proposition de partage de la richesse sera définie dans un prochain article intitulé: «Revenu Minimum pour une Economie Nouvelle.»

Le Travail et les Prix dans l' Economie Nouvelle

Par Neva Goodwin²

Introduction

Dans son article extraordinairement prémonitoire, intitulé « Perspectives économiques pour nos petits-enfants » (1930), John Maynard Keynes faisait référence à la lutte pour la survie comme « le problème économique » par excellence, et anticipait qu' en raison de la rapidité des changements technologiques rendant le travail de plus en plus productif , « durant notre propre existence ... nous pourrions être en mesure d'effectuer toutes les opérations d'agriculture, d'exploitation minière, et de production manufacturière avec un quart de l'effort humain auquel nous avons été habitués. » Au moment où vivront les petits-enfants des gens de sa génération (soit autour de 2030 environ) il avait prédit que « ce problème économique » serait résolu.

En fait, cette prédiction s'est déjà avérée: l'humanité a la capacité de nourrir, de vêtir, de loger et de fournir des soins de santé de base à tous ses membres. Que nous ne l'assurons pas pour tous - qu'un quart de la population humaine vive toujours dans des situations d'extrême pauvreté - n'est pas dû au fait que nous soyons technologiquement dans l'incapacité de le faire. Au contraire, c'est la conséquence de ce que les systèmes économiques dominants offrent à certaines personnes, mais pas à toutes, les moyens d'être très productives en termes de production beaucoup plus valorisée sur les marchés internationaux; tandis que d'autres peuvent à peine produire suffisamment pour subvenir à leurs propres besoins, ou occupent des emplois faiblement rémunérés.

Karl Marx a proposé de répondre à ce phénomène par une solution résumée par le slogan « à chacun selon ses capacités, à chacun selon ses besoins ». Les régimes socialistes ou communistes qui se sont évertués à mettre ce slogan en pratique au cours du 20e siècle ont eu dans l'ensemble moins de succès que les alternatives capitalistes. Cependant, alors que nous avançons dans le 21e siècle, les systèmes capitalistes font également face à d'énormes pressions et présentent de graves lacunes. De nombreuses économies contemporaines satisfont aux exigences des riches mais pas aux besoins des pauvres. Dans le même temps les économies du monde ont dépassé la capacité de l'écosphère à absorber les déchets qu'elles génèrent, et font face actuellement aux conséquences catastrophiques qui en résultent à moins qu'elles ne se transforment radicalement.

Il est impératif de comprendre comment une économie stagnante voire en contraction puisse être en mesure de promouvoir le bien-être de l'humanité tout en restaurant la santé de l'habitat naturel. La théorie économique du 20e siècle n'est pas capable de conceptualiser ce problème, d'autant plus qu'elle modélise le bien-être en termes de revenus, les revenus étant fonction des emplois, et les emplois provenant de la croissance.

² Une version antérieure de cet article sera publiée dans un volume composé d'articles issus de la Conférence organisée conjointement par l'Université Saint Mary à Halifax et le système des coopératives de crédit Desjardins le 7 Octobre 2012, au Québec (Canada). Intitulé *coopératives dans une ère post-croissance: vers l'économie des coopératives*, le livre sera publié à l'automne 2014

Dénouer cette chaîne de relations nécessitera des changements radicaux dans la théorie pour intégrer les réalités économiques déjà existantes. La théorie doit se focaliser sur l'objectif final d'amélioration du bien-être présent et futur de l'humanité, avant d'envisager les objectifs intermédiaires de croissance, de richesse financière, ou de maximisation de la consommation. La théorie économique doit aussi trouver les moyens d'inclure les valeurs humanistes, et d'identifier les domaines où elles prennent le dessus sur les valeurs marchandes ou sur les prix.

Cet article se concentrera en particulier sur les défis liés à la question *du travail au 21e siècle*. Il se penchera à la fois sur le travail rémunéré et non rémunéré, donnant à ce dernier l'attention qu'il mérite contrairement à la théorie axée sur le marché. Il examinera la question du chômage technologique relevé par Keynes (des extraits plus larges de « Perspectives économiques pour nos petits-enfants » sont inclus dans l'annexe). Il examinera également la possibilité que les contraintes de ressources réduisent la productivité du travail. Il décrira différents scénarios possibles relatifs à la productivité future du travail et au bien-être de l'humanité.

Les sections 9 à 11 proposeront des moyens de changer notre économie face aux réels dangers et opportunités auxquels elle est confrontée ainsi que les lacunes théoriques décrites dans la première moitié de l'article.

2. Des questions cruciales pour comprendre les possibilités offertes par l'Economie Nouvelle

Une grande partie de la théorie économique est basée sur le fait que les prix affectent notre quotidien de nombreuses façons. Les gens ont tendance à associer ce fait à deux croyances : les prix sont fixés par les marchés, et seuls les marchés doivent fixer les prix. Je soutiendrai (dans la section 7 ci-dessous) que les marchés, en fait, ne sont pas très efficaces quand il s'agit de déterminer certains des prix les plus importants de notre vie; et que d'autres forces sociales doivent, *et peuvent*, prendre plus d'initiative dans la fixation de certains prix.

Cette conclusion n'est pas aussi radicale qu'elle puisse paraître, dans la réalité de nombreux prix sont déjà déterminés par un ensemble de facteurs beaucoup plus complexes que la simple intersection de l'offre et de la demande de marché. La raison pour laquelle nous n'en sommes généralement pas conscients est que nos perceptions sont façonnées par une théorie économique qui est allée trop loin dans la définition d'un type particulier d'économie idéale, puis dans la description de ce que nous devons faire ou pas – ou de ce que nous devons croire, pour que cet idéal se réalise. En fait, rien de tout cela n'est vrai.

Par conséquent, une partie de cet article se concentrera sur la théorie économique qui nous empêche de voir certaines opportunités réelles qui se présentent à nous. Puisque ces opportunités cachées permettent de surmonter de graves problèmes, nous détournons souvent notre attention des problèmes eux-mêmes en ayant le sentiment qu'ils sont fondamentalement insolubles. Ils ne le sont pas.

Ils ont paru insolubles parce que nous manquions d'un cadre théorique pour les analyser, et aussi parce que chacun d'entre eux faisait partie d'un ensemble de problèmes et de questions qui sont interreliés à un degré presque surprenant.

Si l'on veut dénouer un enchevêtrement vraiment confus, l'on a besoin de trouver lequel des brins tirer. Je vais énumérer les questions étroitement liées que j'ai essayé d'éclaircir dans cette réflexion sur l'économie nouvelle, et saisir l'écheveau de fils qui me semble le plus susceptible de conduire à de nouvelles compréhensions plus constructives.

Encadré # 1: Des questions critiques pour les économies du 21e siècle:

1. L'activité économique et les risques écologiques : la question d'échelle
2. L'activité économique et le bien-être de l'humanité au regard de la consommation
3. La technologie et le travail
4. Le travail et le bien-être
5. Le changement démographique
6. Comment faire la transition vers des systèmes économiques qui sont socialement et écologiquement équitables, durables et satisfaisants.

1. Tout d'abord la **question d'échelle** dans la relation entre l'**activité économique et les risques écologiques**. L'économie mondiale semble, au regard de nombreux indicateurs, avoir dépassé l'échelle de production qui soit écologiquement durable. Cela suggère la nécessité de trouver, en particulier pour les pays riches, un objectif alternatif à celui de la croissance telle qu'elle a été comprise, par exemple, en termes de PIB.

2. La relation entre l'**activité économique et le bien-être de l'humanité au regard de la consommation** soulève les questions suivantes: quels types de produits contribuent au bien-être humain : et comment l'activité économique, y compris les systèmes de production, peut être recentrée sur l'amélioration du bien-être - plutôt que sur la simple maximisation de la consommation ?

3. La relation entre la **technologie et le travail**. Les questions brûlantes ici sont les suivantes: la technologie augmentera-t-elle la productivité du travail, et par conséquent les salaires, plus rapidement qu'ils ne seront réduits par la dégradation et l'épuisement des ressources environnementales? Et le nombre d'emplois nécessaires sera-t-il réduit par la technologie ainsi que par la contraction de l'économie causée par les contraintes écologiques ?

4. La relation entre **le travail et le bien-être** dans une économie post-croissance réorientée. Que vaut, en dehors d'un chèque de paie, le travail ? Y a-t-il des objectifs autres que le plein emploi qui devraient être considérés ? Quelle est l'importance des loisirs dans notre nouvelle conception du travail et du bien-être ?

5. Nous vivons une **mutation démographique** inédite actuellement : un ralentissement de la croissance de la population qui sera suivie de son probable déclin. Cela est prévisible ou déjà en cours dans la plupart des pays.

6. Avec toutes ces interrelations complexes à l'esprit, le grand défi pratique est de trouver les moyens les moins douloureux – dont certains ouvriront des perspectives peut-être même passionnantes – de faire **la transition des systèmes économiques existants aux systèmes qui sont socialement et écologiquement équitables, durables et satisfaisants**. Si nous ne parvenons pas à planifier et à organiser de manière ordonnée un demi-tour complet par rapport à notre dépendance actuelle à la croissance, le résultat sera des catastrophes écologiques, économiques et sociales, à une échelle presque'inimaginable. Pour citer le sous-titre de l'ouvrage novateur de Peter Victor sur le sujet, notre meilleur espoir est de réduire la taille de nos économies « dès la conception, et non pas sous l'impact de catastrophes. » En parlant de ce défi j'évoque à la fois les éléments fondamentaux de l'économie nouvelle- elle doit être *socialement et écologiquement équitable, durable et satisfaisante*-et j'affirme implicitement pourquoi nous avons besoin d'une économie nouvelle : parce qu'aucune de ces conditions n'est remplie par l'économie actuelle.

Dans le long terme, l'échelle de l'économie est l'élément le plus critique de cette liste ; mais l'on ne peut pas arriver au long terme en un bond, même si le long terme n'est pas très loin ; en effet, il se produit, non seulement durant l'existence de nos enfants et petits-enfants, mais probablement aussi au cours de la nôtre. Pour y parvenir, conceptuellement et en pratique, nous devons passer, je crois, par quelques questions de court terme autour de la redéfinition de la notion de travail. Mais ces questions aussi sont très difficiles à cerner en raison d'hypothèses théoriques ramant à contre-courant.

Je tiens à souligner que, bien que les questions théoriques soient pertinentes à l'échelle globale, les conclusions et suggestions pratiques que j'esquisserai concernent expressément les pays riches. Certaines des suggestions seront également pertinentes pour les pays en développement, mais les circonstances sont à bien des égards si différentes, qu'il faudra tout remanier significativement pour remédier à leur situation.

3. Faut-il-augmenter l'échelle de la production et de la croissance?

Commençons par considérer l'idée que nous avons besoin de réduire considérablement la consommation des matériaux et d'énergie de l'économie à l'échelle mondiale- en reconnaissant que cela signifiera probablement une réduction de la croissance économique, du moins au sens où nous entendons cette expression.

Un arrêt de la croissance économique, telle que celle-ci est actuellement mesurée et comprise, pourrait se produire par une combinaison de deux facteurs principaux:

Encadré # 2 : Raisons pour lesquelles la croissance économique telle que mesurée actuellement s'arrêtera (ou ralentira pendant une très longue période)

1) les RESSOURCES

Les intrants en matériaux et en énergie deviennent plus coûteux parce qu'ils sont de qualité inférieure, plus rares et plus difficiles d'accès. *De ce fait,*

- chaque travailleur a en moyenne des matériaux et de l'énergie inanimée en moins grande quantité ou en qualité inférieure pour travailler ; *d'où*
- sauf si la technologie intervient de façon spectaculaire**
- **les travailleurs sont moins productifs,**
- **les salaires baissent** et
- **la demande globale faiblit**

2) la DEMOGRAPHIE

Lorsque **la croissance de la population ralentit**, et qu'ensuite dans de nombreux pays, la taille des **populations baisse** en niveau absolu, nous avons

- **moins d'adultes en âge de travailler** par rapport à l'ensemble de la population

Du côté de la demande, à moins que la technologie n'intervienne de façon particulièrement spectaculaire, les produits, et les facteurs physiques de production (y compris l'énergie), vont devenir plus chers par rapport aux revenus du travail. Ce sera le résultat de contraintes écologiques qui se manifestent à travers la hausse des coûts des ressources et /ou par une intervention sociale délibérée visant à empêcher un épuisement et une dégradation prolongée des ressources rares et précieuses. Cela entraînera probablement une baisse des salaires, et donc de la demande effective des ménages.

Du côté de l'offre – en particulier en ce qui concerne l'offre de main-d'œuvre – dans la plus grande partie du monde, les changements démographiques vont réduire la proportion de la population qui est en âge de travailler par rapport à ceux qui sont trop âgés ou trop jeunes pour travailler.

4. Quelques résultats possibles pour les emplois et les revenus

En termes d'emplois et de revenus, il y a plusieurs résultats tout à fait différents qui pourraient en découler.

Encadré #3: Six scénarios possibles:		
	Beaucoup d'emplois	Emplois en nombre insuffisant
Baisse de la productivité du travail	A) Baisse des salaires; baisse générale du PIB	B.1) <i>Partage de l'emploi</i> ; baisse généralisée du niveau de vie matériel
		B.2) <i>Pas de partage de l'emploi</i> ; certains s'en sortent bien, alors que la plupart souffrent de sévères réductions des niveaux de vie
Intervention de la technologie en faveur de la productivité du travail	C) Les salaires restent identiques; le PIB change un tout petit peu (Cependant, les changements démographiques peuvent réduire le PIB <i>par habitant</i> , d'où un faible niveau de revenu des ménages)	D.1) <i>Partage de l'emploi</i> ; les niveaux de vie peuvent rester constants ou légèrement diminuer
		D.2) <i>Pas de partage de l'emploi</i> ; certains s'en sortent bien, alors que d'autres souffrent des effets du chômage

Il pourrait y avoir suffisamment d'emplois disponibles pour tous, ou pour la plupart de ceux qui le souhaitent; ou il pourrait y avoir une baisse de la demande sur le marché du travail entraînant soit un chômage massif, soit un partage de l'emploi.

La baisse de la qualité et de la quantité des ressources peut rendre le travail moins productif, entraînant une baisse des salaires³; ou bien la technologie peut venir à la rescousse, pour maintenir ou augmenter la productivité du travail, et donc empêcher la réduction des revenus du travail.

Le scénario C, dans lequel la technologie sauve la productivité du travail sans suppression d'emplois, est celui que la plupart des gens souhaitent – bien que, comme je vais en discuter plus tard, le scénario D.1, préconisant une réduction des heures de travail, pourrait également être très attrayant. Pour dire la vérité, je ne suis pas très optimiste à l'idée que la technologie puisse sauver la productivité. Même si elle y parvenait, il y aurait aussi la question de savoir si une main-d'œuvre réduite par rapport à la population totale, puisse maintenir la production par habitant aux niveaux actuels.

³ Un autre résultat est possible, au moins pour un temps: puisque la part du revenu allant aux profits a augmenté au cours des dernières décennies, au détriment de salaires constants ou en baisse, une inversion de cette tendance pourrait, pour un temps au moins, atténuer le changement dans les prix relatifs des intrants matériels par rapport à ceux du travail.

5. les questions de rareté et de qualité des ressources

Je commencerai cependant, en adoptant une perspective différente, avec quelques remarques sur la possibilité d'un sauvetage technologique, en termes prêtés par Howard Brown, l'un des hommes d'affaires les plus optimistes que je connaisse et aussi un des plus intelligents. Il a cofondé une société appelée dMASS, Inc. - un nom qui fait référence à la réduction de la masse des ressources dès la conception des produits. Le but de dMASS est la *Valeur Nue* – « *Naked value* » – est le titre d'un excellent livret qu'il a écrit avec deux de ses collègues. La valeur nue est définie comme « ce qui reste d'un produit ou d'un service après l'avoir dépouillé de toutes les ressources inutiles. Ce sont les bénéfices à l'état pur que les clients recherchent des prestations, sans gaspillage en ressources matérielles qui ne contribuent pas à la richesse ou au bien-être. » (Brown, p. 3)

La raison pour laquelle il est si important de se concentrer sur la valeur nue est que le monde est confronté à de plus faibles quantités et à des qualités inférieures de nombreuses ressources essentielles. Le British Geological Survey publie aujourd'hui une «Liste des Risques» classant 52 éléments économiquement importants en fonction du risque que leur offre ne soit plus en mesure de répondre à la demande et aux modes d'utilisation actuels.

Le Rapport McKinsey de 2011 a déclaré que:

« Un certain nombre de facteurs concourent pour créer le risque que nous puissions connaître une nouvelle ère de prix élevés et volatiles au cours des deux prochaines décennies. Jusqu'à trois milliards de personnes pourraient rejoindre la classe moyenne, stimulant la demande à un moment où l'obtention de nouvelles ressources pourrait devenir plus difficile et coûteux. La pression sur les ressources disponibles est susceptible de s'aggraver par un accroissement de l'interdépendance entre les ressources si bien que les chocs de prix dans l'une peuvent rapidement affecter les prix des autres. En outre, la détérioration de l'environnement, occasionnée par une consommation plus accrue, rend l'offre de ressources plus vulnérable, en particulier pour l'alimentation. »
(*McKinsey Global Institute*, Nov. 2011)

Ces prédictions alarmantes se sont déjà réalisées. Les raisons pour lesquelles cela est le cas sont en partie expliquées dans le livre de Richard Heinberg intitulé *La Fin de la Croissance* :

« Lorsque la qualité d'un minerai baisse la quantité d'énergie nécessaire pour l'extraire augmente. Partout dans le monde les sociétés minières font cas de la baisse de la qualité des minerais. Ainsi, dans bon nombre, sinon la plupart des cas, il n'est plus possible de substituer une ressource rare qui s'épuise par une ressource moins chère et plus abondante ; les substituts disponibles eux-mêmes se raréfient et s'épuisent déjà. » (Heinberg, p. 161)

Howard Brown note de façon similaire que :

« Une demande croissante face à des offres limitées conduit à la volatilité des prix des ressources et des conflits en raison d'approvisionnements irréguliers. Ainsi, alors que vos marchés s'étendent, et peut-être que la demande pour vos produits augmente, les ressources

dont vous avez besoin pour faire fonctionner votre entreprise deviennent plus coûteuses et moins accessibles. » (Brown, p. 10)

Le fait encourageant, selon Brown est qu'il existe des solutions technologiques et intelligentes qui permettront de réduire l'utilisation des matériaux et de l'énergie dans nos économies tout en améliorant la fonctionnalité de la production totale. Il affirme que: « Pour toute entreprise aujourd'hui, l'objectif central doit être de trouver comment assurer les besoins des individus au moyens de nouveaux procédés utilisant aussi peu de quantité de ressources que possible. » (Brown, 36) Et il cite comme exemples des entreprises qui « développent des produits qui apportent de la lumière sans ampoules, des sources d'énergies portables sans batterie, de la chaleur sans isolation épaisse ou sans chaudière, des surfaces protégées des bactéries sans produits chimiques et des vêtements propres sans usage de détergent. » (Brown 4-5). Le fait le moins rassurant selon McKinsey est que :

« Le capital nécessaire chaque année pour créer une révolution dans l'utilisation des ressources passera de près de 2000 milliards de dollars aujourd'hui à plus de 3000 milliards de dollars. Cependant, les bénéfices pourraient atteindre 3700 milliards de dollars par an si le carbone était fixé à 30 \$ la tonne et que les gouvernements suppriment les subventions et augmentent les taxes sur les ressources de façon substantielle. Toutefois, cela ne sera pas suffisant pour empêcher le réchauffement climatique et assurer l'accès universel aux ressources, ce qui pourrait coûter plus de 350 milliards de dollars par an. » (Op. cit .)

Les analystes à la sensibilité écologiste tels que Heinberg supposent que les pays riches devront réduire considérablement leur consommation. L'intuition optimiste de Brown à ce sujet est que même s'il est vrai que nous devons réduire considérablement l'utilisation de matériaux et d'énergie dans la production, il sera possible d'arriver à des résultats identiques ou meilleurs pour les consommateurs. Le rapport McKinsey suppose également que les technologies existent mais nécessitent des moyens financiers et de la volonté politique pour être mises en œuvre. Savoir si tout cela signifiera la fin de la croissance économique comme nous l'entendons pourrait dépendre de la façon dont nous la mesurons. Pour donner un exemple, peut-être que les consommateurs vont consentir à dépenser plus sur la valeur nue de l'hygiène buccale, en excluant l'emballage et les matières contenues actuellement dans la pâte dentifrice. Toutefois, si la réduction de la masse d'intrants est plus rapide que la hausse des coûts des intrants, le résultat net sera une réduction des coûts de production. La concurrence du marché se chargera ensuite de faire baisser le prix auquel ce bien ou service s'échangera.

Nous avons donc un scénario qui peut être autant attrayant qu'inquiétant:

Il est possible que nos économies conservent ou augmentent même leur capacité à produire ce que les gens désirent mais qu'il y ait moins d'argent en circulation au fur et à mesure que les entreprises utilisent moins d'intrants et que les consommateurs dépensent moins en vue d'obtenir les valeurs réelles qu'ils recherchent

L'alternative est un scénario qui n'a rien de réjouissant: *les entreprises ne parviennent pas à réorienter leur conception de la valeur nue qu'elles vendent, ou ne parviennent pas à réduire suffisamment l'énergie et les matières nécessaires à la production de cette valeur, et l'abandon*

de la croissance (en termes clairs, une dépression sévère) se produit, non pas à cause de l'ingéniosité humaine, mais à cause de fortes contraintes écologiques.

6. Implication pour la théorie économique et la production

Sans tenter de prédire quelle voie sera empruntée, je vais examiner selon le point de vue de la théorie économique, les questions qui résulteraient de changements majeurs dans le fonctionnement des systèmes économiques. Qu'on se rassure, cela ne sera pas aussi ennuyeux qu'on pourrait le penser! La théorie se doit d'être constamment en phase avec la réalité. Au 20^e siècle, la théorie économique, indépendamment de son réalisme, servait aux politiques économiques – certaines d'entre elles s'auto réalisaient, et d'autres étaient différentes des intentions annoncées. Nous devons passer à une théorie qui repose non seulement sur la réalité observée, mais qui mette aussi en lumière le type d'économie nécessaire, possible et souhaitable.

Par conséquent, le premier défi auquel doit faire face la théorie économique ancienne est la question suivante : **quels sont les objectifs de l'économie?**⁴ La théorie actuelle ne prétend pas avoir d'objectifs explicites, mais en a qui sont implicites: la croissance économique, pour la macroéconomie; et la maximisation de la consommation pour la microéconomie.

Le deuxième défi découle de la réalité critique selon laquelle **l'échelle d'une économie ne doit pas dépasser la capacité de son écosystème.**

Tout cela est étroitement lié à un troisième élément qui a été ignoré par la théorie économique du 20^{ème} siècle : **Toute économie est ancrée dans ses contextes écologiques et sociaux et est complètement dépendante d'eux.** Une économie est un sous-système d'un système social humain qui, à son tour, est un sous-système du système écologique. Chacun de ces systèmes affecte les autres, et est affecté par eux.

Ces trois points sont de nature théorique et relèvent de notre façon de penser et d'analyser l'économie. Le point suivant est tourné vers l'action pratique autant que vers la théorie. **Une transition vers une économie post-croissance commence par l'imposition de contraintes sur la production.** Il est essentiel, à ce stade, pour l'humanité de s'inspirer de la nature en vue de limiter les biens ou services dont la production nécessite l'utilisation de certains types de matériaux et d'énergie écologiquement nuisibles, ou qui s'épuisent de sorte qu'ils constituent une menace pour la durabilité écologique et économique future.

Ce n'est pas une idée nouvelle : il y a toujours des contraintes d'approvisionnement, qui se répercutent normalement sur les prix à travers les marchés. Ce dont je parle, cependant, n'est pas suffisamment reconnu dans la théorie économique du 20^{ème} siècle. Il s'agit de projections concernant des contraintes qui seront plus fortes à l'avenir qu'elles ne le sont maintenant. Ces projections sont bien documentées dans la littérature scientifique, mais elles ne se traduisent pas suffisamment dans les prix actuels : Les différents marchés à terme sont soit trop myopes, ou pas suffisamment puissants ou informés, pour effectuer cette traduction. Par conséquent, un défi

⁴ Cette question est bien différente de celles portant sur les objectifs économiques individuels tels qu'avoir assez d'argent pour vivre, ou rendre son entreprise rentable.

majeur pour la théorie économique qui découlera de cette situation est la question de savoir **comment incorporer dans le comportement à court terme les connaissances scientifiques concernant les contraintes futures, lorsque les signaux de prix provenant du marché se révèlent incapables de le faire.**⁵

7. Utilisation des prix pour atteindre les objectifs que l'on s'est fixés

Une proposition visant à fixer les prix en dehors des mécanismes du marché, bien que totalement hérétique dans l'idéologie économique actuelle, n'est pas, bien entendu, vraiment nouvelle dans l'histoire des économies occidentales. À titre d'exemple, au cours de la Seconde Guerre Mondiale, John Kenneth Galbraith a supervisé un système de contrôle des prix visant à assurer que la priorité soit donnée aux ressources qui étaient nécessaires pour l'effort de guerre.

Cette hérésie de Galbraith était significativement différente de l'argument précédent de John Maynard Keynes à savoir que le gouvernement fédéral doit agir comme un générateur important de la demande, pour le travail et les produits du travail. La nouvelle ère Keynésienne, qui est acceptée par les économistes modernes malgré eux (mais de plus en plus) comme une réponse rationnelle à une grave récession économique, est semblable à la précédente sous deux aspects importants: elle a accepté incontestablement la nécessité de la croissance économique ; et elle a soutenu cette croissance par le marché, en s'aidant du gouvernement comme un moteur de la demande. Le gouvernement a accepté la responsabilité de l'augmentation de la demande de travail, entraînant une augmentation du revenu des ménages. Les marchés ont réagi à la hausse des revenus des ménages qui accroît la demande des consommateurs par les signaux des prix qui a amené les investisseurs et les producteurs à augmenter leur activité.

Le système de contrôle des prix à la Galbraith, en revanche, pourrait être considéré comme s'étant substitué au marché au lieu de l'utiliser – et pour cette raison est à peine connu aujourd'hui comme faisant partie de l'histoire économique. Alors que Galbraith n'avait pas à cette époque-là imaginé une situation où il pourrait être nécessaire ou souhaitable de mettre fin à la croissance économique telle que nous la connaissons⁶, il était connu pour son attitude désinvolte envers les marchés – à l'opposé de la vénération que leur accordaient, par exemple, Milton Friedman et ses disciples. Galbraith ne voyait pas de raison de croire que les marchés généreraient, au moins dans le délai d'urgence requis par l'effort de guerre, les prix nécessaires pour orienter la production de façon appropriée. Galbraith et Keynes partageaient l'opinion que les prix du marché peuvent générer des résultats sous-optimaux, qu'il s'agisse d'un objectif national, telle que la production pour soutenir la guerre, ou de l'objectif de maintien du niveau de la demande pour une production qui permettrait d'assurer le plein emploi.

⁵ L'organisation 350.org tente de répondre précisément à cette question en engageant les fonds de dotation et d'autres groupes d'actionnaires à anticiper les circonstances qui rendront nécessaire de se passer d'une grande partie des ressources en combustibles fossiles connus en raison de leurs dangers affectant le changement climatique.

⁶ Galbraith a toutefois écrit un essai à la fin de sa vie où il a envisagé la possibilité qu'il pourrait y avoir une limite au niveau de consommation nécessaire pour mener une vie idéale; voir "Afterword: A Japanese Social Initiative" in Jonathan M. Harris and Neva R. Goodwin, eds., 2003, *New Thinking in Macroeconomics: Social, Institutional and Environmental Perspectives* (Edward Elgar).

Un autre exemple de fixation des prix en dehors des marchés, est peut-être encore plus révélateur, car il se poursuit aujourd'hui sans qu'on se rende compte que ces prix fondamentaux sont déterminés par des forces autres que celles du marché. Il s'agit de la détermination des taux de change comme outil utilisé par les pays pour influencer les habitudes d'achat de leurs propres citoyens ainsi que celles des citoyens d'autres pays afin d'augmenter les exportations et de diminuer les importations. Si le pays en question est sujet à l'inflation, il peut échouer à influencer le taux de change mais sinon, il réussit souvent à changer la valeur de la monnaie comme souhaité. Les alternatives à une gestion par le gouvernement central du taux de change d'un pays sont soit un simple ancrage à une autre devise soit un flottement de la valeur de la monnaie. Par exemple, ces dernières années un certain nombre de monnaies d'Amérique Latine ont été arrimées au Dollar. Le flottement est un choix consistant à laisser les marchés internationaux décider; mais, pour des économies fortes, un certain degré de manipulation de la monnaie est un moyen accepté d'influencer les prix.

Le but de ces exemples est simplement de dire que la magie du marché ne suffit pas toujours, sans orientation forte, pour atteindre les résultats souhaités par les signaux de prix générés à l'intérieur du marché. Cette observation remet en question les théories économiques du 20ème siècle qui, ignorant des exemples comme ceux-ci, ont maintenu une idéologie qui consiste à ne jamais entraver le marché.

Cela soulève le grand défi suivant pour une théorie économique qui, pendant presque tout le 20ème siècle, a prétendu être dénuée de jugement de valeur. En utilisant les marchés ainsi que d'autres mécanismes nous **devons trouver des façons de fixer les prix qui prennent en compte de manière appropriée les valeurs humanistes, y compris l'équité, les réalités écologiques et les besoins présents et futurs.**

En fait, l'affirmation considérant la théorie économique du 20ème siècle comme purement objective, sans jugement de valeur, s'est étiolée. La théorie, telle qu'elle est enseignée dans les universités et utilisée dans l'élaboration des politiques, a implicitement accepté l'objectif de maximisation de l'efficacité, afin que la recherche de l'intérêt individuel permette d'atteindre «*les résultats les plus désirés*». Notons les jugements de valeurs sous-tendant l'expression «*les plus désirés*». Elle pose la question suivante, «*désiré par qui?* » Il y a une réponse à cette question: lorsque l'efficacité est recherchée à travers le système des prix, les seuls types de motifs égoïstes que le système maximise sont ceux qui passent par le marché : en particulier, la volonté du consommateur de faire des achats et celle du producteur de faire des profits. Seuls ces désirs – et seulement s'ils sont soutenus par la monnaie, qui permet à l'acteur économique de participer au marché – bénéficient de l'efficacité du système. Dans un système où «*un Dollar*» correspond à «*une voix*», le marché accorde une moindre importance aux besoins, aux désirs et aux valeurs de ceux qui ont peu d'argent avec lequel les exprimer. Puisque la théorie économique standard n'a aucun moyen de reconnaître formellement la validité des besoins et des désirs qui ne peuvent s'exprimer par le marché, l'accent porté sur l'efficacité évince l'attention que nécessitent les questions d'équité.

J'affirme qu'il ne faut pas laisser les marchés seuls fixer des prix qui doivent être équitables, qui tiennent compte du futur, et qui doivent guider le comportement des gens vers des résultats socialement ou écologiquement désirés, ou qui reflètent de manière adéquate les valeurs

humanistes. Il existe une réponse automatique à ceci: «Au moins, le marché est objectif ; si nous sortons du marché pour fixer les prix, qui sélectionnera parmi les valeurs subjectives ? » J'ai proposé quelques réponses préliminaires à ce sujet. Premièrement, les prix de marché ne sont *pas* purement objectifs: ils reflètent beaucoup plus la volonté des riches et des puissants que celle des pauvres; et deuxièmement, l'intervention du gouvernement sur les marchés est largement acceptée en cas d'urgence nationale, comme la guerre, une profonde récession, une catastrophe économique présente ou future, ou dans le cas d'enjeux d'intérêt national, tels que les taux de change.

Les salaires, tels que discutés ci-dessous, sont une catégorie particulière de prix. Ce sujet se révèle être le point de départ essentiel – mais *pas* le point final – pour comprendre comment un système économique qui soit écologiquement durable (c'est à-dire une économie post-croissance) peut fournir un niveau de vie satisfaisant pour les populations. Le dilemme qui empêche souvent cette conversation d'avoir lieu est la perception incorrecte que la croissance économique est nécessaire à une création suffisante d'emplois.

8. Le Travail

Le thème de « l'emploi » est un sous-ensemble de la question du «travail» qui est, en fait, un sujet beaucoup plus vaste. Tout travail ne se définit pas forcément comme un emploi; une partie du travail le plus important, pour la survie et le bien-être de notre espèce, se fait sans rémunération, dans les foyers et les communautés, où les enfants sont élevés et l'attention est donnée aux principaux aspects de socialisation, de santé, de repos, de confort et de divertissement des populations. Par conséquent, je vais m'appesantir sur le sujet plus vaste de travail avant de considérer le sous-ensemble formé par les emplois.

Il y a deux clefs essentielles pour entrer dans une société post-croissance idéale. Elles concernent 1) la manière dont le travail est récompensé; et 2) la manière dont les enfants et les personnes qui ne peuvent pas travailler sont pris en charge. Les sociétés sociales-démocrates d'Europe du Nord offrent beaucoup de modèles appropriés pour apporter des réponses à cette deuxième question essentielle. Je vais à présent mettre en veilleuse la théorie pour me concentrer sur la première question cruciale - comment le travail est-il récompensé?

Tout travail n'a pas toutes les trois fonctions décrites dans l'encadré # 4. Il peut produire des biens et services utiles, ou donner satisfaction au travailleur, en générant ou pas des revenus pour ce dernier ; et il peut générer des revenus tout en ne produisant rien de vraiment utile, ou tout en affectant négativement le bien-être psychique du travailleur.

Encadré # 4 : Le travail a trois fonctions positives principales:

- Il **fournit un revenu** pour le travailleur, quand il est effectué avec un salaire en vue.
- Il **crée des biens et services** qui sont utiles pour ceux qui les utilisent. (Dans le cas du travail rémunéré, les utilisateurs de ces biens et services sont souvent appelés consommateurs, les utilisateurs des produits du travail non rémunéré sont une catégorie variée, sans nom standard, et incluent parfois le travailleur, par exemple, dans le cas des aliments produits pour un usage domestique.)
- Le travail lui-même peut avoir un **sens positif pour le travailleur**, soit parce qu'il est fait avec d'autres personnes, créant des relations positives et amicales, soit parce que le travailleur jouit d'un sentiment de « travail bien fait », ou est heureux de produire quelque chose d'utile pour les autres, ou encore parce que le travail satisfait les envies créatrices. (L'analyse économique standard traite le travail comme une corvée ou un "mal" que les gens effectuent seulement par nécessité.)

Pendant au moins un siècle, les étudiants en économie ont été formés à l'idée que la seule récompense économiquement pertinente au travail était le salaire. C'est la première erreur: aussi importants que les salaires soient, le travail a d'autres avantages positifs qui ne doivent pas être négligés.

La deuxième erreur est de fonder notre compréhension des salaires entièrement sur la théorie standard des prix, avec une intersection claire entre l'offre et la demande, et la valeur du produit du dernier travailleur embauché dans une catégorie particulière (la « productivité marginale») mis en avant comme *les* déterminants du salaire. Ce sont des facteurs très importants certes, mais de nombreux autres éléments interviennent également pour déterminer pourquoi tel type de travail, ou de travailleur, reçoit un salaire supérieur à un autre.

La troisième erreur est d'ignorer la quantité importante de travail économique et social qui s'effectue sans l'attrait d'un salaire. En fait, il est important de réfléchir sur le travail qui se fait dans toute société selon non pas une, mais deux grandes catégories: soit il est défini comme un emploi, entraînant un salaire, soit c'est un travail non rémunéré. La deuxième catégorie produit des résultats qui, en termes monétaires, ont été évalués à l'équivalent d'un tiers ou plus du PIB⁷.

La discussion sur le travail dans les manuels d'économie se concentre habituellement sur la fonction de génération de revenus. Cependant les économies modernes entrent dans une période de transition importante, dans laquelle les systèmes qui ont fonctionné dans le passé pour réaliser un niveau de vie élevé, accompagné (jusqu'à un certain point) de l'augmentation du bien-être, doivent être réexaminés. Les systèmes qui caractérisent les économies industrialisées modernes produisent de moins en moins de bien-être associé à la richesse. Certains de ces problèmes – ainsi que des solutions possibles – peuvent être observés dans l'examen des trois fonctions du travail énumérées ci-dessus. Un problème majeur, mais aussi une opportunité,

⁷ Le chef de file dans ce domaine a été Marylin Waring qui a écrit *If Women Counted* en 1988.

résulte d'une prise de conscience du fait que les première et deuxième fonctions ne vont pas nécessairement de pair: le travail peut procurer un revenu tout en ne créant pas de valeur sociale nette. Et, bien entendu, il peut créer une valeur sociale sans générer de revenus monétaires.

Bien sûr, le dernier point de l'encadré #5 ne signifie pas que toute production soit mauvaise; mais il renforce l'idée qu'il est de plus en plus important, dans une période où les contraintes en ressources s'accroissent, d'établir des priorités parmi les activités productives, et de trouver des moyens, que ce soit par l'incitation ou la régulation, d'orienter les ressources de la société vers les productions les plus utiles. Pour cela, nous devons trouver de nouvelles façons de définir ce qui est utile, autres que de savoir qui peut payer plus pour obtenir tel ou tel produit.

9. L'économie idéale

L'analyse qui précède a mis à jour plusieurs tensions associées à la notion de travail. Ces tensions existent :

- **Entre le travail qui produit relativement peu de bien-être, mais qui est bien rémunéré, et le travail qui est nécessaire et même essentiel mais qui reçoit actuellement peu ou pas de compensation monétaire.** Ce dernier comprend la production d'aliments ainsi que les « activités de soins » qui sont souvent effectuées par des femmes, les soins de santé de base, les soins de l'enfant, et les activités domestiques.
- **Entre le besoin de revenus et le fait que de nombreux emplois ne sont pas utiles à la société :** Tous les médias nous répètent que dans notre société les individus sont fortement dépendants de l'obtention d'un emploi rémunéré, même si beaucoup de ces emplois produisent des choses qui ne devraient pas l'être (pour l'une ou l'autre des raisons invoquées dans l'encadré #5).
- **Entre le temps de travail offert par les employeurs et les préférences des travailleurs sur le temps de travail :** beaucoup de gens travaillent moins qu'elles ne le veulent (généralement parce qu'elles aimeraient gagner plus, mais parfois, surtout dans le cas des retraités, parce qu'elles s'ennuient ou se sentent déconnectées de la société), tandis que d'autres souhaiteraient avoir des vacances plus longues ou un nombre d'heures de travail quotidiennes ou hebdomadaires plus bas.

Lorsque cette image est regardée de manière abstraite, la conclusion logique est qu'il serait souhaitable de découvrir ou d'inventer une meilleure organisation de l'économie, fondée sur les nécessités suivantes :

1. Tous les enfants devraient avoir les moyens de développer leurs capacités intellectuelles, physiques et artistiques, grâce à un environnement plein d'affection, une éducation de qualité, des aliments nutritifs, de l'eau potable, des soins de santé sécurisés, et un logement adéquat – et cela indépendamment des capacités financières de leurs parents.
2. Tous les adultes devraient avoir accès à des conditions de vie décentes et à une sécurité matérielle de base.
3. Les conditions de travail devraient être telles que soit maximisés les bienfaits psychiques et minimisé, ou plutôt partagé, le travail pénible.

4. Les incitations et les récompenses du travail devraient reconnaître la valeur du travail qui est fait, ainsi que tous ses aspects désagréables.
5. Tout travail qui est nécessaire et utile à la société serait effectué.
6. Tout travail qui produit des choses inutiles ou dangereuses serait éliminé.

Si les deux premières conditions étaient remplies (comme elles le sont maintenant aux États-Unis, en partie, mais de façon non permanente, à travers un ensemble disparate de mesures de sécurité sociale au niveau des États et de l'État Fédéral, de biens publics tels que l'éducation publique, etc.), la pression relative à la recherche effrénée d'emplois baisserait – rendant davantage possible la mise en œuvre de la condition # 6.

Une autre possibilité pratique envisageable est l'utilisation de programmes de travaux publics, comme l'a récemment suggéré Eduardo Porter, dans le *New York Times* (29 janvier 2014, p. B1). Porter considère cette proposition comme très radicale – « Beaucoup d'économistes pâlisent à l'idée d'un programme massif d'emplois publics pour lutter contre le chômage » – même s'ils soulignent les bons résultats du programme de Travaux publics qui a aidé les gens à survivre à la Grande Dépression des années 1930.

Porter ne considère même pas ce que certains croient être l'approche la plus efficace (mais peut-être encore plus radicale): réviser les systèmes de sécurité sociale pour y inclure un revenu minimum garanti. Cela pourrait être une étape importante vers la réalisation simultanée de deux objectifs importants. Ce revenu minimal pourrait réduire considérablement la pauvreté, remplaçant ainsi une grande partie du lourd et coûteux système de sécurité sociale, l'assurance-chômage, etc. ; et, s'il est conçu pour ce faire, il pourrait implicitement récompenser et encourager certains des travaux non rémunérés dont toute société dépend, en supprimant l'obligation pour tous d'occuper un emploi rémunéré.

Un document complémentaire, « Revenu Minimum pour une Economie Nouvelle », met en avant une telle proposition. Il serait réalisable dans les circonstances où la majorité de ceux qui sont rémunérés reçoivent des salaires suffisamment élevés pour qu'ils puissent satisfaire leur bien-être et leurs désirs, avec suffisamment de ressources restantes pour permettre le paiement de taxes assez élevées. Le système fiscal devrait être révisé afin que les revenus soient imposés de manière plus progressive. En outre, les taxes sur la consommation devraient être soigneusement conçues pour augmenter le coût de la consommation des choses qui ont des impacts négatifs sur l'utilisateur, les travailleurs, ou la société en général. La taxe soda proposée par le maire de New York Michael Bloomberg est un bon exemple allant dans la bonne direction et illustre aussi, bien sûr, les réactions négatives à un tel effort.

La théorie économique ne peut à elle-seule réaliser ces changements, mais un changement dans la théorie économique – retirant son soutien à l'idée que seuls les prix fixés par le marché sont corrects – peut au moins affaiblir la position de ceux qui s'opposent à de telles mesures.

Un revenu minimum garanti permettrait de répondre aux conditions 5 et 6 ci-dessus : *effectuer le travail nécessaire à la société, sans gaspiller les ressources ou surcharger l'environnement naturel par une production inutile.*

Pourquoi est-ce si difficile à réaliser? La condition #4 exigerait le changement le plus drastique du système économique actuel. Ceci nous amène au sixième défi pour l'économie nouvelle qui a été établi au début, qui est aussi un défi pour la théorie qui sous-tend une telle économie. Elle doit trouver des moyens **de mettre en place des incitations et des récompenses pour le travail qui reconnaissent, mieux que ce n'est le cas aujourd'hui, à la fois la valeur sociale et les satisfactions intrinsèques pour certains types de travaux ou leurs effets néfastes.**

10. Comment ajuster la théorie économique standard du salaire ?

Au cœur de la théorie économique standard se trouve l'idée que les prix – y compris les salaires – sont définis par l'intersection de l'offre et de la demande. Les salaires sont décrits comme établis par l'intersection de l'offre de travail des gens choisissant la quantité de travail à fournir (ainsi qu'où et dans quelles conditions elles veulent travailler) et la demande de travail émanant des entreprises (et dépendant de la demande pour les produits de ce travail). La théorie est encore simplifiée par les hypothèses que les employeurs sélectionnent les travailleurs uniquement sur la base d'anticipations bien connues de leur capacité à contribuer à l'effort productif, et que les travailleurs ont une bonne information de tous les emplois possibles. La conclusion de ce raisonnement est que tous les travailleurs reçoivent leur juste rétribution: leur rémunération reflète précisément ce qu'ils ajoutent aux recettes de l'entreprise.

Cette image renferme quelques idées réalistes sur l'offre et la demande, avec un certain nombre d'hypothèses injustifiées. En réalité ni les travailleurs, ni les employeurs n'ont autant d'informations que l'on suppose, ni sur le marché des produits ni sur celui du travail. Bien que les salaires soient presque toujours un facteur important, de nombreux travailleurs donnent un poids égal ou presque égal à un certain nombre d'autres éléments dans leur choix d'emploi, y compris l'emplacement, les possibilités d'apprentissage et d'avancement, l'image et le statut associé à l'emploi ou à un employeur particulier, ou la valeur sociale du produit. (Cette dernière préoccupation est une motivation importante pour beaucoup de gens qui ont choisi d'occuper souvent des emplois peu rémunérés avec des organisations à but non lucratif, ou dans des domaines tels que le travail social. Voir Frank, 1996). Bien que le manque d'information parfaite et les préférences personnelles reçoivent une certaine reconnaissance dans le modèle économique du 20^{ème} siècle, ces complications ne sont pas vraiment prises en compte. La conclusion de ce modèle est que les hypothèses restrictives d'information parfaite et des objectifs simplement modélisés sont *suffisants* pour que, *en moyenne*, le marché du travail tel qu'il est décrit fonctionne, avec tous les travailleurs recevant exactement ce qu'ils méritent.

D'autres sciences sociales ont mis en évidence des masses de données décrivant les marchés du travail ayant des résultats assez différents. Peut-être serait-il raisonnable de conclure que le modèle économique ancien conduit à des résultats partiels. La théorie économique du 20^{ème} siècle est puissante par sa simplicité mais aussi erronée pour la même raison, parce qu'elle ignore d'autres facteurs qui, dans de nombreuses circonstances, sont au moins aussi importants dans la détermination des salaires. Ces facteurs comprennent notamment le pouvoir, les externalités, l'histoire et la culture. Par manque d'espace, je ne traiterai que d'un seul d'entre eux.

Le pouvoir dans la société est souvent lié au statut juridique. Les personnes ou les groupes qui ont un statut qui leur permet d'estimer en justice ont considérablement plus de pouvoir que ceux qui ne l'ont pas. Un bon exemple est fourni par le cas des immigrants illégaux aux États-Unis. Ils sont vulnérables aux menaces de dénonciations aux autorités de l'immigration; et s'ils sont maltraités ou sous-payés, ils ne peuvent porter leur cas devant la loi, comme il se doit, car cela exposerait leur statut aux autorités de l'immigration.

Les syndicats confèrent à leurs membres le statut juridique qui les rend plus efficaces pour protester contre un traitement injuste. John Kenneth Galbraith a de façon célèbre appelé les syndicats le «contre-pouvoir» salutaire face au pouvoir excessif des entreprises aux États-Unis. Toutefois, depuis les années 1970, l'affiliation syndicale aux États-Unis a diminué de façon spectaculaire. Les raisons de cette désaffection sont nombreuses, la menace par les entreprises de remplacer des travailleurs syndiqués par des travailleurs immigrés légaux ou illégaux à moindre coût; la menace que les revendications syndicales puissent conduire les entreprises à délocaliser leur production à l'étranger où les salaires sont plus bas et les syndicats ne constituent pas un problème (la Chine est connue pour bloquer les tentatives visant à légaliser les syndicats); et la croissance de la puissance politique et économique des entreprises avec de moins en moins de contre-pouvoir de quelque nature que soit .

Lorsque les travailleurs manquent de pouvoir de négociation, les gains de productivité que leur travail procure à l'entreprise peuvent être détournés vers les profits, plutôt que vers les salaires. Il est de plus en plus largement reconnu que les gains de productivité du travail qui ont été atteints durant le dernier quart du 20ème siècle, ont pour la plupart abouti à une augmentation des profits des entreprises, avec une très faible augmentation des salaires des travailleurs, et une quantité disproportionnée allant aux cadres supérieurs ou managers.

Un autre ensemble de questions relatives au pouvoir concerne le sexe et l'origine ethnique. On peut résumer ce problème en quelques mots: tout type de travail qui est principalement associé à un groupe qui manque de pouvoir politique/culturel/économique dans la société aura en général un statut inférieur et un salaire plus faible.

Étant donné ce très bref aperçu de la théorie économique existante du salaire, et les réalités auxquelles elle est confrontée, à quoi ressemblerait une théorie plus réaliste et pertinente des salaires?

Par-dessus tout, cette théorie nouvelle commencerait par un objectif explicite, en remplaçant l'objectif implicite de la théorie existante, qui est que le salaire doit être égal à la productivité marginale du travailleur (c'est-à-dire, la valeur marchande de la dernière unité produite par le travailleur selon la catégorie à laquelle il appartient). L'autre objectif, pour une théorie économique adaptée à l'économie nouvelle, doit être que **les rendements du travail doivent se rapprocher de la valeur humaniste pour la société de la production de l'ouvrier**. Après une courte discussion de cet objectif, je vais aborder très brièvement les implications économiques de sa réalisation, c'est-à-dire comment les flux monétaires à cette fin seraient différents de ceux observés aux États-Unis aujourd'hui.

Il ne sera jamais possible, ou même souhaitable, d'atteindre cet objectif de façon précise. Pour commencer, il est impossible de calculer exactement la valeur humaniste. Les efforts pour

atteindre cet objectif nécessiteront plutôt des généralisations et une grande discussion sur les valeurs fondamentales de chaque société. La pièce maîtresse pour aligner les revenus du travail avec les valeurs humanistes est probablement liée à la notion de revenu minimum.

Dans mon article complémentaire, « revenu minimum pour l'économie nouvelle », je propose un système qui, pour commencer, dépend de la taille et de la composition du ménage. Une partie de la proposition du système « RMSB » (Revenu Minimum / Soutien de base) compenserait les travailleurs « de base⁸ » pour leur travail dans cinq domaines: la préparation de la nourriture, l'entretien ménager et la gestion des finances du ménage, ainsi que pour les heures de soins requis pour les enfants de chaque âge, et pour les membres âgés du ménage ou malades qui ont besoin de l'assistance des autres. La partie «Revenu Minimum» d'un système RMSB calcule les coûts des intrants nécessaires (selon la taille et la composition du ménage) pour fournir de la nourriture, des vêtements, le logement, avec le mobilier et les commodités associés. Tel qu'il est conçu actuellement, le montant total du RMSB ne dépasserait pas le plus grand de ses deux éléments. Surtout, l'élément «Soutien de base» serait identifié comme tel, afin de s'assurer que tous les membres de la famille prennent conscience de ce travail, si souvent invisible actuellement à ceux qui ne le font pas; et des efforts seraient faits pour veiller à ce que cette partie aille aux personnes qui font réellement ce travail⁹.

Quelle relation existe-t-il entre un tel programme et la valeur humaniste du travail? Par exemple, s'occuper d'un enfant doit être évalué en des termes plus larges que la seule indication du salaire des baby-sitters. Je suggérerais cependant que le gouvernement n'intervienne pas pour différencier la qualité des soins accordés aux enfants (sauf pour l'établissement de normes dans les garderies par exemple). Voici un domaine en effet, qui peut être partiellement laissé au marché; si chaque famille reçoit un montant que la société juge raisonnable par rapport à l'âge des enfants, les parents peuvent choisir soit de conserver ce revenu pour eux-mêmes, soit de le remettre sous forme de salaires à d'autres personnes s'occupant des enfants, et qui se feront concurrence pour ces emplois sur la base de leur compétence et de la qualité de leurs soins.

Comme autre exemple, considérons les gestionnaires de fonds qui sont extraordinairement bien payés et qui contribuent peu ou rien à l'économie réelle. La société pourrait décider d'exiger des impôts très élevés des personnes travaillant dans le secteur financier – pas assez élevés pour rendre impossible de gagner sa vie dans ce secteur, mais suffisamment pour empêcher de devenir très riche de cette façon. Dans l'idéal, un banquier local à Portland, dans le Maine, qui accompagne financièrement un emprunteur local tel qu'un chef d'entreprise qui souhaite agrandir son affaire, ne devrait pas gagner moins que le banquier de Wall Street qui regroupe des prêts hypothécaires dans des montages financiers que personne ne comprend, pas même les

⁸ Le terme «base» est celui que j'ai proposé en 1998, en travaillant avec Edgar Cahn sur les outils conceptuels pour les systèmes de Banque de Temps. (J'ai aussi à cette époque inventé l'expression, « les capacités inutilisées et les besoins non satisfaits. ») L'expression « économie de base » (ou « sphère de base ») a depuis été largement utilisée, y compris dans les manuels que j'ai rédigés (Goodwin et al 2014 a, b et c), où la sphère de base est définie comme toutes les activités qui consistent à élever les enfants, préparer les repas, entretenir les maisons, organiser des temps de loisirs, et prendre soins des personnes malades dans son ménage.

⁹ Le système, comme précisé dans le document, ne suppose pas que seules les femmes font ce travail, mais énonce des hypothèses qui par défaut impliquent potentiellement tous les membres du ménage dans la tranche d'âge 12 et 82. C'est une invitation aux ménages à discuter qui en réalité effectue le travail, et qui par conséquent doit donc recevoir et gérer le revenu.

investisseurs eux-mêmes qui, de toutes façons, n'ont aucun lien avec l'activité dans laquelle ils investissent.

Si l'on doit effectuer des modifications afin que les soins apportés à l'enfant soient mieux rémunérés, et les gestionnaires de fonds soient moins bien payés, que dire des artistes? Je suggère que la discussion au sein de la société tourne autour de ce qui suit: Certains type d'art sont nécessaires, et extrêmement utiles – mais il y a aussi beaucoup de gens qui seraient heureux de passer leur temps à la production d'art que très peu de personnes apprécieraient, tout en ne faisant rien d'autre qui produise des résultats utiles à l'humanité. Une forte compensation pour tous les candidats au métier de l'art serait difficile à réaliser pour toute société. La sélection des «meilleurs» artistes par des organismes gouvernementaux, ou même par les responsables des musées (en prenant en compte la crème de la crème de l'art actuel - je montre mes préjugés ici) ne semble pas être susceptible d'entraîner une sélection qui soit particulièrement juste ou propice à la production de l'art utile à l'humanité. Par conséquent, ma propre suggestion serait que les artistes reçoivent un «revenu minimum» comme le RMSB à l'instar du reste de la population, et un revenu supérieur à ce montant dépendra de la valeur que les gens accordent à leurs œuvres ou à leur talent (en comptant sur le marché pour gérer cela), ou dépendra d'emplois supplémentaires et autres qu'artistiques, comme les artistes le font actuellement.

Cette discussion est rapidement passée de la théorie à la mise en œuvre. Les exemples ci-dessus sont destinés à illustrer l'objectif décrit auparavant, à mieux aligner les rendements du travail à la valeur humaniste pour la société de la production du travailleur. Ces exemples semblent donner au gouvernement un rôle très important, dans la perception des taxes et l'attribution de subventions. Alors que l'un des cas examinés (celui de la gestion financière) suggère un flux financier vers le gouvernement, sous forme de taxes, les autres cas (la garde d'enfants et la production de l'art) impliqueraient d'importantes subventions du gouvernement à des individus ou (éventuellement) aux familles. Si les gouvernements ne veulent pas accumuler des dettes incroyablement élevées, il faudra une certaine égalisation des flux financiers entrant et sortant du gouvernement. Réaliser cela est un projet énorme, qui ne sera pas entrepris dans le présent document.

11. Vers un avenir meilleur: le rôle essentiel des valeurs humanistes

La section 9 décrivant une économie idéale, a été suivie par une section qui suggère que la théorie – dans notre cas la théorie du salaire – est un obstacle à d'éventuels changements qui pourraient amener l'économie dans la direction souhaitée. Avant de conclure par quelques exemples concrets de modèles existants dans le monde réel qui pourraient être élaborés pour parvenir au changement souhaité, je vais résumer quelques-unes des raisons pour lesquelles les valeurs humanistes pourraient ouvrir la voie à la fixation d'un nombre important de prix, l'utilisation des marchés ne servant le cas échéant que pour atteindre les évaluations souhaitées.

Les prix des ressources rares et des sources d'énergie plus ou moins polluantes sont d'une importance capitale à ce moment critique de l'histoire de l'humanité; Une discussion est en cours depuis plus d'une décennie sur la façon dont ces prix (en particulier le prix de l'énergie) pourraient prendre en compte les réalités futures. Un débat tout aussi important vient de

commencer au sein des partisans de l' «économie nouvelle», concernant l'organisation du travail et sa rémunération. Il y a plusieurs raisons humanistes y compris une raison d'ordre politique, de s'intéresser au fait que la préoccupation pour les emplois rend difficile de faire face aux réalités environnementales.

Imaginons que dans 10 ans à compter de maintenant, l'économie, de concert avec l'écologie, la technologie, et une variété d'autres champs de connaissance de l'homme, ait progressé au point où elle soit capable d'identifier les types et le volume d'intrants qui peuvent être utilisés et transformés en toute sécurité, compte tenu des contraintes écologiques locales et mondiales. Déterminer cela dépend bien sûr des priorités placées sur la production, ainsi que sur les technologies à utiliser – c'est-à-dire, dépend des progrès de la technologie en vue d'orienter la production vers la « valeur nue. »

De ces calculs on pourra déterminer le nombre d'heures, et la nature du travail nécessaires dans l'économie formelle. Rappelons un point important suggéré plus haut: *toutes choses étant égales par ailleurs, le nombre total d'heures de travail exigées sera plus grand si la productivité moyenne du travail est faible, mais moins si sa productivité ne diminue pas, ou si elle continue à augmenter.* Et puis il y a la question importante de savoir si la société a réussi à organiser le travail de manière à aménager des semaines plus courtes pour ceux qui les souhaitent – un succès qui, en lui-même, constitue une reconnaissance de l'importance capitale du travail de soins non rémunéré, parce que cette organisation sociale laisserait plus de temps pour cela.

L'encadré #3 précédent est maintenant reproduit par commodité. Le résultat qu'il suggère à travers le scénario C remportera probablement le plus de votes. Les optimistes ont suggéré que la « valeur nue » de toutes les choses que nous voulons – santé, nutrition, éducation, transport, communication, maison avec toutes ses commodités et divertissements en quantité et qualité – pourraient être produites en tenant compte des contraintes écologiques et de ressources. Il serait encore mieux si «toutes les choses que nous voulons » avaient en quelque sorte été redéfinies pour exclure celles qui ne contribuent pas réellement au bien-être – réduisant ainsi la quantité de travail requise par la société en excluant les types de produits que j'ai décrits auparavant, en parlant du travail qui ne produit pas de valeur humaniste, même s'il crée de la valeur marchande. Dans le meilleur des cas, une telle réorientation de l'effort de travail pourrait être compatible avec les tendances démographiques, de sorte que la main-d'œuvre diminue en proportion de la population totale tout comme la demande des ménages qui baisse pour se concentrer sur ce qui contribue vraiment au bien-être. Ainsi, le PIB par habitant et les revenus moyens des ménages pourraient baisser simultanément sans une réduction du bien-être.

Encadré #3: Six Scénarios Possibles:		
	Beaucoup d'emplois	Emplois insuffisants
Baisse de la productivité du travail	A) Baisse des salaires; baisse générale du PIB	B.1) <i>Partage d'emploi</i> ; baisse généralisée du niveau de vie matériel
		B.2) <i>Pas de partage d'emploi</i> ; certains s'en sortent bien, alors que la plupart souffrent de sévères réductions des niveaux de vie
Intervention de la technologie en faveur de la productivité du travail	C) Les salaires restent identiques; le PIB change un tout petit peu (Cependant, les changements démographiques peuvent réduire le PIB <i>par habitant</i> , d'où un faible niveau de revenu du ménage)	D.1) <i>Partage d'emploi</i> ; les niveaux de vie peuvent rester constant ou légèrement diminuer
		D.2) <i>Pas de partage d'emploi</i> ; certains s'en sortent bien, alors que d'autres souffrent des effets du chômage

Si cette redéfinition des besoins était effectivement réalisée, le scénario D.1 pourrait aussi être tout à fait prometteur; ce scénario suppose que la technologie a maintenu une productivité du travail élevée, et également rationalisé la production de sorte qu'elle nécessite moins d'intrants de travail, de matière et d'énergie. En effet, c'est le tableau peint par Juliet Schor, dans son livre *Plénitude*; tout le bien-être recherché est assuré en tenant compte des contraintes de la nature, et le temps de loisir est fortement augmenté.

Ce sont des visions très attrayantes. Comment pouvons-nous y parvenir? Dans ma conclusion, je mettrai l'accent sur les façons dont les prix pourraient être compris et utilisés différemment.

12. Conclusions

Comme mentionné précédemment, il existe des modèles pertinents dont on peut s'inspirer, de pays où des politiques fiscales et sociales raisonnables donnant aux gouvernements les moyens de réaliser la première condition de l'économie idéale: *soutenir tout le monde, en particulier ceux qui sont incapables de travailler, ou qui ne peuvent pas trouver de travail*. Toutefois, tout État providence à ma connaissance doit encore *accorder plus d'attention au travail effectué en dehors du marché du travail formel*. Il y a un mouvement dans ce sens dans les pays où les gouvernements offrent un soutien qui permet aux parents de s'occuper de leurs propres enfants. L'alternative – ne payer que pour les garderies qui permettent aux parents de faire d'autres travaux marchands – est extrêmement inefficace et ignore la valeur considérable pour la société

d'une bonne éducation des enfants par les parents eux-mêmes (mes collègues féministes ont un certain nombre de points de vue différents à ce sujet.)

La section 9 a proposé deux types de programmes spécifiquement liés au travail qui pourraient soit fournir plus d'emplois rémunérés – un **programme de travaux publics**; soit soutenir l'essentiel du travail non rémunéré qui se fait dans les maisons – en assurant un **revenu minimum**. Ce dernier pourrait être conçu pour remplacer une grande partie du système boiteux et complexe de sécurité sociale en place actuellement aux États-Unis au niveau Fédéral et au niveau des États.

Des **soutiens modestes à d'autres activités non rémunérées ou bénévoles** pourraient permettre au secteur à but non lucratif d'ajouter beaucoup plus à la qualité de vie. Un exemple est la banque de temps, un système d'échange dans lequel le temps, pas l'argent, est la monnaie qui permet de créer le lien entre les capacités inutilisées et les besoins non satisfaits. Les banques de temps ont généralement eu plus de succès dans le cadre de la retraite, où il y a beaucoup de capacités humaines sans débouché satisfaisant; mais Edgar Cahn, l'un des premiers inventeurs et instigateur de tels systèmes, a reconnu que pour perdurer ils nécessitent un gestionnaire à temps plein, ce qui nécessite un emploi rémunéré¹⁰.

Tout ce que nous voulons accomplir ne peut être fait en modifiant simplement les modèles existants, mais une grande partie peut l'être. La **fiscalité** est un moyen bien connu de modifier les prix. Ceux qui ne veulent pas admettre que le gouvernement affecte ou devrait affecter les incitations considèrent les impôts, au mieux, comme un moyen d'augmenter les revenus du gouvernement. Mais qu'on aime ou pas le régime actuel, nous devrions tout aussi bien admettre la réalité, et utiliser les impôts pour réaliser les résultats souhaités plutôt que le contraire. Des exemples constructifs comprendraient des taxes sur les dépenses somptuaires ou de luxe suffisamment élevées pour décourager la consommation de biens de prestige¹¹; et des impôts progressifs sur les revenus qui commenceraient à un niveau élevé en vue de ramener la rémunération des dirigeants les mieux payés dans des proportions raisonnables par rapport, par exemple aux salaires moyens perçus par les 20% de la population ayant les revenus les plus bas au sein de l'économie¹². Pendant que nous y sommes, les gains en capital devraient être taxés à un niveau élevé, afin de sortir de la situation actuelle, où les revenus du capital sont imposés à un taux nettement inférieur à celui des revenus du travail. Des propositions de taxes sur les émissions de carbone sont particulièrement importantes à une époque où les rejets de gaz à effet de serre constituent une menace grave pour l'avenir.

Il y a beaucoup d'autres programmes gouvernementaux existants qui pourraient être réformés afin de mieux prendre en compte les réalités écologiques et le bien-être humain. Les **subventions** sont un bon exemple. Un commentaire de la revue *Grist* sur un rapport du FMI concernant les

¹⁰ Voir new economics foundation 2008

¹¹ Voir Frank, 1999

¹² Ceci est une meilleure approche que de lier les salaires de la direction aux salaires les plus bas ou médian au sein de leurs propres entreprises, car dans ce dernier cas, il est possible de manipuler le système - par exemple, la délocalisation des emplois à bas salaires - pour relever la moyenne salariale de l'entreprise sans réellement améliorer les revenus des travailleurs. Lier les salaires de la direction aux revenus des personnes à faible revenu serait plutôt de nature à inciter à l'améliorer de la condition des pauvres.

subventions mondiales au secteur des combustibles fossiles note que les subventions *directes* mondiales qui favorisent la consommation de combustibles fossiles, tels que des prix inférieurs aux prix du marché de l'essence, s'élèvent à 480 milliards de dollars par an, tandis que les subventions implicites, y compris les externalités non internalisées, pourraient atteindre 1900 milliards de dollars par an¹³. Ces chiffres éclipsent les subventions mondiales d'énergie renouvelables. Encore une fois, cela illustre la situation actuelle où les prix sont très efficacement manipulés, mais puisque la théorie et l'idéologie économique dominante ne croient pas que cela doive se faire, tout se passe en douce, sans l'attention requise du public concernant *ceux* qui tirent profit de cette manipulation. Même si nous n'avons pas augmenté le niveau auquel les prix sont actuellement faussés par l'action du gouvernement, nous pourrions nous rapprocher beaucoup plus de la situation idéale en déplaçant cet effort vers les valeurs réelles qui doivent être exprimées.

On parle beaucoup de partenariats public-privé. Un domaine critique pour les opérationnaliser dans l'intérêt du public est **l'investissement dans la recherche et dans les activités productives** qui seront plus bénéfiques pour la société, tout en respectant les limites imposées par la nature. Supposons que nous devons commencer à partir d'un concept de *développement restaurateur*: ne pas juste en rester là où nous sommes, comme dans la notion de durabilité, mais restaurer la santé des systèmes écologiques et sociaux qui ont été endommagés au cours du siècle dernier. Peut-être faut-il créer une discipline appelée développement restaurateur ou de réhabilitation, ou un organisme similaire au GIEC, qui pourrait élaborer des méthodes pour identifier les activités qui favoriseraient ce développement restaurateur. De telles activités comprendraient sans doute la mise en œuvre d'énergies renouvelables, les infrastructures, l'éducation et la santé, ainsi que la recherche dans tous ces domaines.

Le prix du capital – le rendement attendu qui peut l'attirer dans un secteur particulier plutôt qu'un autre – n'est pas la seule raison qui détermine où il se dirigera: la répartition actuelle des richesses, les modes de pensée, les anticipations, les égos, tous jouent une part importante ici, comme dans d'autres cadres de fixation des prix. La Banque du Dakota du Nord est un exemple réussi d'une approche alternative de **l'acquisition et de l'investissement de capital**. Elle détient des fonds de l'Etat ainsi que les dépôts de particuliers et d'institutions; elle les investit de manière bénéfique pour les habitants de l'Etat, et cela s'est révélé être beaucoup plus sûr que les investissements des banques à but strictement lucratif.¹⁴

Sur une gamme d'échelles, à la fois beaucoup plus petite et beaucoup plus grande que l'Etat du Dakota du Nord, il est nécessaire de **hiérarchiser les investissements constructifs**. Une question urgente est de savoir comment attirer les fonds d'investissement dans ces secteurs, et les détourner des activités nuisibles. Rich Rosen à l'Institut Tellus à Boston suggère d'utiliser les Commissions des services d'utilité publique comme modèles pour savoir comment mieux cibler et orienter l'utilisation de nouveaux investissements de capitaux.

¹³ David Roberts, « le FMI conclut que les subventions mondiales aux combustibles fossiles s'élèvent à 1900 milliards de dollars par an ... et ce chiffre est probablement sous-estimé, » *Grist* <http://grist.org/climate-energy/imf-says-global-subsidies-to-fossil-fuels-amount-to-1-9-trillion-a-year-and-thats-probably-an-underestimate/> (Consulté le 20/03/14)

¹⁴ Depuis le succès de la Banque du Dakota du Nord dans la circonscription de la Grande Récession de 2009, environ 20 États ont présenté des projets de loi pour créer leurs propres banques.

Comme il l'a indiqué, le monde ne peut pas compter sur les marchés de capitaux traditionnels pour hiérarchiser correctement les besoins futurs en capital au sein et à travers les industries clés (Rosen, 2009). Son collègue Paul Raskin, a décrit la situation vers laquelle nous devrions tendre comme celle où :

«Les banques régionales et communautaires d'investissement contrôlées par l'Etat, et aidées par des réglementations établies de façon participative, recyclent les épargnes sociales et les fonds générés par l'imposition du capital. Pour être financé par ces banques, les entrepreneurs en quête de capitaux doivent démontrer que leurs projets, en plus de leur solvabilité, promeuvent des objectifs sociaux et environnementaux plus importants.» (Raskin, 2012).

Ce serait une bonne nouvelle pour les coopératives qui rencontrent souvent des difficultés à mobiliser des capitaux.

J'ai juste donné quelques exemples concrets de domaines dans lesquels certains des problèmes les plus compliqués peuvent être résolus par une attention particulière à la façon dont les prix sont fixés. Ces exemples comprennent:

- La mise en œuvre d'un système de sécurité social plus orienté vers le bien-être, y compris, et surtout, un revenu minimum garanti;
- Le renforcement du soutien aux organisations à but non lucratif qui permettent aux gens d'effectuer un travail utile à la société;
- Le soutien aux programmes de travaux publics là où ni le secteur privé ni les organisations à but non lucratif sont en mesure d'accomplir des tâches qui sont nécessaires à la société;
- La modification des impôts pour les rendre plus progressifs, et décourager la consommation qui est néfaste pour l'environnement et pour les consommateurs ainsi que pour d'autres personnes qui sont affectées négativement par de telles consommations;
- L'alignement des subventions gouvernementales sur les priorités sociales et environnementales; et
- La reconnaissance que l'investissement est un bien public, qui devrait donner la priorité au bien-être durable et au développement restaurateur.

Il devient possible de penser à ces options lorsque nous reconnaissons que les prix ne sont pas fixés par la Providence: ils résultent de décisions humaines. Ces décisions humaines peuvent être faites sur une base strictement individuelle, dans un contexte de marché – dans ce cas, les résultats sont biaisés en faveur des décideurs ayant le plus d'argent et le plus de pouvoir – ou bien elles peuvent être établies en commun et pour le bien commun.

Derrière tous ces problèmes se trouve la question suivante: Qui décide? Dans la mesure où la réponse se trouve dans l'arène politique, nous avons besoin de trouver un mécanisme pour élire des personnes en qui nous pourrions avoir confiance, ce qui signifie faire en sorte que l'argent

sorte de la sphère politique. La confiance est un facteur important dans la conduite des affaires humaines. Nous devons retirer notre confiance aux entreprises qui cherchent purement à faire du profit au détriment du bien social. Les marchés peuvent jouer un rôle important dans la recherche de solutions, et les gouvernements ne sont jamais parfaits; mais nous devons nous garder de faire confiance aux économistes qui nous disent que les marchés disposent de toutes les solutions. Il est également important de permettre au public de contrôler l'action du gouvernement tout en lui accordant le soutien dont il a besoin pour avoir un secteur public efficace, ce qui n'est pas le cas aux USA ou le secteur public sous financé, démoralisé et en manque de personnel.

Lorsque nous nous concentrons uniquement sur l'épineuse question de l'échelle de la production et sur la croissance, les problèmes semblent pratiquement impossibles à résoudre car il faudrait tout reprendre dès la conception – devons-nous alors nous résoudre à attendre la catastrophe? Cependant ce nœud gordien peut être démêlé, ce que nous avons commencé à faire ici en tirant sur le fil de la théorie des prix et sur celui de la théorie du travail. On peut alors commencer à apercevoir les chemins qu'il nous faudra prendre.

Neva Goodwin est co-directrice du Global Development and Environment Institute. Elle a obtenu son Ph.D en Economie à l'Université de Boston. Toutes questions ou commentaires sur ce document de travail peuvent être adressés à Neva.Goodwin@tufts.edu

Annexe: Extraits de «Perspectives économiques pour nos petits-enfants» (Keynes, 1930)

Le problème économique, la lutte pour la subsistance, a toujours été jusqu'à présent le principal et le plus urgent problème de la race humaine Nous avons expressément été transformés par la nature avec toutes nos pulsions et nos instincts les plus profonds, dans le but de résoudre ce problème économique. Si le problème économique est résolu, l'humanité sera dépourvue de son but traditionnel.

... Durant notre propre existence... nous pourrions être en mesure d'effectuer toutes les opérations d'agriculture, d'exploitation minière, de production manufacturière avec un quart de l'effort humain auquel nous avons été habitués. Pour le moment, la rapidité même de ces changements nous affecte négativement et crée des problèmes difficiles à résoudre. Nous sommes affligés d'une maladie nouvelle dont certains lecteurs peuvent ne pas encore connaître le nom, mais dont ils vont entendre beaucoup parler dans les années à venir - à savoir, le chômage technologique. C'est le chômage qui se produit en raison de notre découverte de moyens d'économiser l'utilisation de la main-d'œuvre tandis que cette découverte surpasse la vitesse à laquelle nous pouvons trouver de nouvelles utilisations pour le travail. Mais ce n'est qu'une phase temporaire d'inadaptation. Tout cela signifie qu'à long terme l'humanité résoudra son problème économique.

Or, il est vrai que les besoins des êtres humains peuvent sembler être insatiables. Mais ils se divisent en deux catégories – les besoins qui sont absolus en ce sens que nous les ressentons quelle que soit la situation de nos semblables, et ceux qui sont relatifs dans le sens où nous ne les ressentons que si leur satisfaction nous élève et nous rend supérieurs en statut social à nos semblables. La deuxième catégorie de besoins, ceux qui satisfont le désir de supériorité, peuvent en effet être insatiables; car plus le niveau général des besoins est élevé, plus élevés encore sont les besoins de supériorité. Mais ce n'est pas le cas des besoins absolus – un certain niveau sera peut-être bientôt atteint, peut-être beaucoup plus tôt que nous nous en rendons compte, lorsque ces besoins seront satisfaits au point que nous préférerons consacrer nos énergies à des fins non-économiques.

Ainsi, pour la première fois depuis sa création, l'homme sera confronté à son véritable, son problème permanent – comment utiliser sa liberté une fois résolus les soucis économiques pressants, comment occuper son temps libre et mener une vie sage et agréable ? Ceux qui sont motivés par la recherche acharnée d'argent peuvent nous emporter tous avec eux dans le giron de l'abondance économique. Mais ce seront ces peuples, ceux qui peuvent survivre, et cultiver dans une perfection plus complète l'art de la vie elle-même, qui seront en mesure de profiter de l'abondance quand elle se produira.

Pourtant, il n'existe aucun pays et aucun peuple, je crois, qui puisse attendre sans la craindre l'ère des loisirs et de l'abondance. Car nous avons été formés trop longtemps à lutter plutôt qu'à jouir de la vie. C'est un problème terrible pour la personne ordinaire, sans talents particuliers, de s'occuper, en particulier s'il n'a plus de racines le rattachant à la terre ni aux coutumes ni aux conventions bien aimées de la société traditionnelle. A en juger par le comportement et les réalisations des classes affluentes aujourd'hui dans toutes les parties du monde, les perspectives

sont très décourageantes! Car elles constituent, pour ainsi dire, nos avant-gardes – celles qui espionnent la terre promise pour nous autres et y établissent leur camp. Car la plupart de ces possédants, ceux qui ont des revenus suffisants pour s'affranchir des associations, des devoirs, des liens ont échoué lamentablement à résoudre ce problème auquel ils ont été confrontés.

Le rythme avec lequel nous pourront atteindre notre destination de félicité économique sera régi par quatre éléments - notre capacité à contrôler l'accroissement de la population, notre détermination à éviter les guerres et dissensions civiles, notre volonté à confier à la science la résolution des questions qui lui reviennent de droit, et le taux d'accumulation tel que fixé par la différence entre notre production et notre consommation; ce dernier sera analysé aisément, étant donnée la vérification des trois premiers.

Pendant ce temps, nous aurons beaucoup à faire pour nous préparer doucement à notre nouveau destin, en encourageant, et en expérimentant les arts de vivre ainsi que les activités qui ont un sens. Mais, surtout, ne surestimons pas l'importance du problème économique, et ne sacrifions pas à ses nécessités supposées d'autres questions plus grandes et d'importance plus permanente.

BIBLIOGRAPHIE

Howard Brown, Kristin Aldred Cheek, and Kathryn Lewis, 2012, *Naked Value* (a dMASS Strategy Book)

Robert Frank, 1996, "What Price the Moral High Ground," originally published in the *Southern Economic Journal*, later (2010) appearing as Chapter 5 in a collection of essays, called *What Price the Moral High Ground: How to Succeed without Selling Your Soul*. (Princeton University Press, paperback edition)

Robert Frank, 1999, *Luxury Fever*. (The Free Press)

Jonathan M. Harris and Neva R. Goodwin, eds., 2003, *New Thinking in Macroeconomics: Social, Institutional and Environmental Perspectives* (Edward Elgar).

Richard Heinberg, 2011, *The End of Growth* (New Society Publishers)

John Maynard Keynes, 1930, "Economic Possibilities for our Grandchildren" in *Essays in Persuasion* (W.W.Norton & Company)

Jared Lanier, 2013, *Who Owns the Future?* (Simon and Schuster)

McKinsey Global Institute: "Resource revolution: Meeting the world's energy, materials, food, and water needs" November 2011; by Richard Dobbs, Jeremy Oppenheim, Fraser Thompson, Marcel Brinkman, Marc Zornes, at

http://www.mckinsey.com/insights/mgi/research/natural_resources/resource_revolution

Paul Raskin, 2012 "Scenes from the Great Transition" at

<http://www.thesolutionsjournal.com/node/1140>

Richard Rosen, 2009, "How Should the Economy be Regulated?" Pp 51-58 in the SUMMIT ON THE FUTURE OF THE CORPORATION, Tellus Institute, at

<http://www.corporation2020.org/corporation2020/documents/Papers/2nd-Summit-Paper-Series.pdf>

Josh Ryan-Collins, Lucie Stephens and Anna Coote, Nov 2008, "The New Wealth of Time: How Timebanking can help people build better public services" published by nef, the new economics foundation; ISBN 978 1 904882 45 9 <http://www.neweconomics.org/publications>

Julie Schor, 2010, *Plenitude: The New Economics of True Wealth* (Scribe Publications)

Marylin Waring, 1988, *If Women Counted*. (Harper & Row, Macmillan, Allen & Unwin)

The Global Development And Environment Institute

GDAE est un Institut de recherche à l'Université de Tufts, à Medford, Massachusetts, USA. La mission de GDAE est de promouvoir une meilleure connaissance et compréhension des processus par lesquels les sociétés peuvent atteindre leurs objectifs économiques de manière socialement et écologiquement durable. GDAE poursuit sa mission à travers son équipe de recherche, qui publie des documents de travail, et des analyses destinées aux décideurs politiques, ainsi que grâce à son équipe pédagogique qui développe de nouveaux curricula, et des manuels d'économie. GDAE présente ses travaux et publications dans de nombreuses conférences. La série de documents de travail "GDAE Working Papers" présente des recherches et travaux inédits de plusieurs chercheurs affiliés à GDAE.

Nous encourageons tous vos commentaires et vous en remercions par avance. Vous pouvez nous joindre soit par email soit en contactant directement les auteurs, ou en écrivant à GDAE: Tufts University, 44 Teele Ave, Medford, MA 02155
Tel: 617-627-3530; Fax: 617-627-2409; Email: gdae@tufts.edu; Website: <http://ase.tufts.edu/gdae>.

Articles récents dans cette série de documents de travail:

- 14-01 [Prices and Work in The New Economy](#) (Neva Goodwin, March 2014)
- 13-04 [Can We Feed the World in 2050? A Scoping Paper to Assess the Evidence](#) (Timothy A. Wise, September 2013)
- 13-03 [Population, Resources, and Energy in the Global Economy: A Vindication of Herman Daly's Vision](#) (Jonathan M. Harris, February 2013)
- 13-02 [Green Keynesianism: Beyond Standard Growth Paradigms](#) (Jonathan M. Harris, February 2013)
- 13-01 [Climate Impacts on Agriculture: A Challenge to Complacency?](#) (Frank Ackerman and Elizabeth A. Stanton, January 2013)
- 12-07 [Poisoning the Well, or How Economic Theory Damages Moral Imagination](#) (Julie A. Nelson, October 2012)
- 12-06 [A Financial Crisis Manual: Causes, Consequences, and Lessons of the Financial Crisis](#) (Ben Beachy, December 2012)
- 12-05 [Are Women Really More Risk-Averse than Men?](#) (Julie A. Nelson, September 2012)
- 12-04 [Is Dismissing the Precautionary Principle the Manly Thing to Do? Gender and the Economics of Climate Change](#) (Julie A. Nelson, September 2012)
- 12-03 [Achieving Mexico's Maize Potential](#) (Antonio Turrent Fernández, Timothy A. Wise, and Elise Garvey, October 2012)
- 12-02 [The Cost to Developing Countries of U.S. Corn Ethanol Expansion](#) (Timothy A. Wise, October 2012)
- 12-01 [The Cost to Mexico of U.S. Corn Ethanol Expansion](#) (Timothy A. Wise, May 2012)
- 11-03 [Would Women Leaders Have Prevented the Global Financial Crisis? Implications for Teaching about Gender, Behavior, and Economics](#) (Julie A. Nelson, September 2012)
- 11-02 [Ethics and the Economist: What Climate Change Demands of Us](#) (J. A. Nelson, May 2011)
- 11-01 [Investment Treaty Arbitration and Developing Countries: A Re-Appraisal](#) (Kevin P. Gallagher and Elen Shrestha, May 2011)
- 10-06 [Does Profit-Seeking Rule Out Love? Evidence \(or Not\) from Economics and Law](#) (Julie A. Nelson, September 2010)
- 10-05 [The Macroeconomics of Development without Throughput Growth](#) (Jonathan Harris, September 2010)
- 10-04 [Buyer Power in U.S. Hog Markets: A Critical Review of the Literature](#) (Timothy A. Wise and Sarah E. Trist, August 2010)
- 10-03 [The Relational Economy: A Buddhist and Feminist Analysis](#) (Julie A. Nelson, May 2010)
- 10-02 [Care Ethics and Markets: A View from Feminist Economics](#) (Julie A. Nelson, May 2010)

Pour la liste complète de nos documents de travail veuillez consulter notre site web:
http://www.ase.tufts.edu/gdae/publications/working_papers/index.html